



WEEKLY NOTE

NOTES DE CONJOCTURE

De DOHA en Suisse. Pour quelles motivations ?

ANNÉE 2026

Deuxième semaine -
Avril 2026

De DOHA en Suisse. Pour quelles motivations ?

Les pourparlers entre le gouvernement congolais et l'AFC/M23 avaient commencé le 09 avril 2025 à Doha. Après 13 projets d'accord et au 8^{ème} round de négociations aucun compromis n'a été trouvé entre les parties aux conflits. La délocalisation est une opportunité ou un découragement du premier facilitateur ?

Selon la radio France Internationale, le Qatar va participer en visioconférence pendant que les Etats Unis seront cette fois présents, pas comme observateur mais facilitateur. Du côté de deux parties aux conflits, les négociateurs restent les mêmes avec la délégation du gouvernement conduite par Sumbu Sita Mambu, haut représentant du chef de l'État congolais. La délégation de l'AFC/M23 conduite par Benjamin Mbonimpa, secrétaire général de l'AFC/M23 et le négociateur en chef reste René Abandi. Le changement de rôle entre USA et Qatar mais aussi la présence de la MONUSCO sont vus comme un retour à la case départ par plusieurs observateurs.

Cette délocalisation semble répondre à la motivation du premier facilitateur d'abandonner les négociations parce que les parties ne veulent pas faire de concession. Doha semble échouer sa mission de facilitation des négociations, est-ce parce qu'il n'a pas usé des sanctions. Les réalités de la guerre à l'Est de la RDC montrent comment malgré les sanctions, les parties ne fléchissent pas et continuent à se battre sur terrain. La position du gouvernement reste de ne pas dialoguer avec l'AFC/M23 tant qu'il n'a pas libéré les zones contrôlées alors que l'autre partie veut dialoguer pendant son contrôle pour ne pas subir le sort de 2013. Cette persistance de positions des uns et des autres peut être expliquée par le manque de confiance qui caractérise les parties au conflit. Le gouvernement congolais est jugé de ne pas tenir sa parole, ce qui rend les accords souvent non mis en œuvre.

Le choix de la Suisse peut s'expliquer par des facteurs géopolitiques et institutionnels qui sont :

- La neutralité politique et diplomatique : crée un climat de confiance entre partie et source d'une perception d'impartialité du fait que la Suisse n'est pas directement impliquée dans les conflits dans les Grands Lacs. Doha par contre était vu comme un négociateur qui veut sauver ses investissements dans la région parce que la guerre avait commencé après qu'il soit en partenariat avec le Rwanda pour une raffinerie d'or. Pendant ce temps, le gouvernement congolais avait aussi un accord bilatéral avec le Rwanda qui cadrait avec le périmètre de SAKIMA. L'accord bilatéral est non encore mis en oeuvre.
- La Suisse est un acteur principal de la diplomatie multilatérale. Elle a accueilli plusieurs négociations de paix. Une expérience en dialogue complexe peut lui être attribuée, avec Genève comme hub de diplomatie mondiale.
- Elle abrite plusieurs organisations des Nations Unies, des ONG et acteurs humanitaires qui peuvent faciliter un appui financier et une coordination internationale autour du processus de paix

Les Etats Unis changent de statut d'observateur à facilitateur. Ils étaient facilitateur aux négociations de Washington aboutissant à un accord de paix mais qui tarde à produire les résultats escomptés, sans doute suite à la méfiance entre parties intéressées. Quelle opportunité pour une solution durable ? Les sanctions et d'autres mesures contraignantes semblent devenir inefficaces. L'heure n'est il pas à se prendre en charge et trouver une table de dialogue national pour résoudre d'une manière globale ces conflits qui ont endeuillé plus d'un congolais et duré plus de 3 décennies.

La présence de la MONUSCO en Suisse alors qu'absente à DOHA interroge sur son rôle pour une désescalade des tensions entre les parties. James Swan est nommé à la tête de la MONUSCO le 5 mars 2026 et prend officiellement ses fonctions le 7 avril. Un américain vu comme venant protéger les intérêts américains pendant cette période où le gouvernement congolais signe plusieurs accords bilatéraux de coopération. La population est méfiante par rapport aux actions de la MONUSCO au regard de multiples épisodes de soulèvements populaires demandant son départ. Aujourd'hui va-t-elle contribuer à cette désescalade avec l'appui de l'Etat américain ? La situation reste hypothétique et bien malin sera celui qui saura prédire le devenir de l'est de la RDCongo.